



REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE
Union – Discipline – Travail



MINISTERE DE L'HYDRAULIQUE



**PROJET DE RENFORCEMENT DE L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE EN
MILIEU URBAIN-FINANCEMENT ADDITIONNEL (PREMU-FA)**

Financement Additionnel : CREDIT IDA N° 6452 – CI

**RAPPORT D'ACHEVEMENT DU PLAN D'ACTION DE
REINSTALLATION (PAR) DU PROJET DE
RENFORCEMENT DE L'ALIMENTATION EN EAU
POTABLE DANS LE CENTRE URBAIN DE
BINGERVILLE.**

RAPPORT D'ACHEVEMENT DE MISE EN ŒUVRE

DECEMBRE 2021

Liste des tableaux	3
1- INTRODUCTION.....	4
1.1. Contexte et objectif du PAR	4
1.2. Statut et portée du document.....	5
2- METHODOLOGIE	6
3- RAPPEL DES PRINCIPAUX IMPACTS NEGATIFS DU SOUS-PROJET SUR LE MILIEU HUMAIN	7
4- DESCRIPTION DE L'ENVIRONNEMENT SOCIO-ECONOMIQUES DE L'EMPRISE DU SOUS-PROJET	8
4.1. Catégorie des Personnes affectées	8
4.2. Profil socio-économique des Propriétaires de terrains.....	8
4.3. Gérants d'activités	9
5- CADRE JURIDIQUE ET INSTITUTIONNEL	11
5.1. Cadre juridique	11
5.2. Cadre institutionnel	11
6- EVALUATION DES PERTES ET DE LEUR COMPENSATION.....	15
6.1. Evaluation des pertes foncières.....	15
2.1. Evaluation des pertes de revenu pour les gérants d'activités commerciales	15
7- EXECUTION DU PLAN D'ACTION DE RÉINSTALLATION	16
7.1. Bref aperçu de la stratégie générale du PAR.....	16
7.1.1. Principes d'indemnisation	16
7.1.2. Paiement des indemnités.....	16
7.1.3. Mesures d'indemnisation et de compensation	16
7.2. Éligibilité à l'indemnisation.....	17
7.2.1. Principes et dispositions applicables au PAR	17
7.2.2. Critères d'éligibilité	17
7.2.3. Date buttoir et délai d'éligibilité	18
7.2.4. Information des membres de la Cellule d'exécution du PAR sur les modalités et principes d'indemnisation des PAPs.....	18
7.2.5. Information et consultation des personnes affectées.....	18
7.2.6. Traitement des plaintes	19
7.2.7. Médiation et suivi interne du PAR	19
7.2.8. Suivi du paiement des indemnités	19
7.2.9. Suivi de la libération de l'emprise et de la réinstallation des PAPs.....	19
7.2.9.1. Suivi de la libération de l'emprise du projet.....	19
7.2.9.2. Suivi de la réinstallation des PAPs	19
8- ANALYSE DU NIVEAU DE MISE EN ŒUVRE DU PAR	21
8.1. Exécution de la procédure de mise en œuvre du PAR	21
8.2. Exécution des mesures de compensation	21
8.3. Exécution du budget du PAR	22
8.3.1. Budget du PAR	22
8.3.2. Niveau d'exécution du budget du PAR	22
9- CONCLUSION	23

Liste des tableaux

Tableau 1: catégories de personnes affectées	8
Tableau 2 : Rôles des acteurs de mise en œuvre du PAR	13
Tableau 3 : Mesures de compensation retenues par type de préjudice	17
Tableau 4: Niveau d'exécution de la procédure de mise en œuvre du PAR	21
Tableau 5 : Mesures de compensation prévues et exécutées par catégorie de PAPs selon le type de préjudices.....	21
Tableau 6 : Budget du PAR	22
Tableau 7: Etat d'exécution du budget du PAR	22

1- INTRODUCTION

1.1. Contexte et objectif du PAR

Le Projet de Renforcement du Réseau d'Eau Potable en Milieu Urbain (PREMU) initial s'est consacré à la réalisation d'ouvrages hydrauliques (châteaux d'eau, bache, stations de Traitement, exhaure etc.), afin d'accroître la production de l'eau potable dans cinq (5) centres urbains à savoir : (i) Agboville, (ii) Béoumi, (iii) Bingerville, (iv) Korhogo-Ferkessédougou, (v) Tiassalé-N'Zinaoua, N'Douci-Sikensi. Il ne prévoyait pas les travaux de raccordement des quartiers ou localités traversés par les conduites ou abritant ces ouvrages.

Afin de bonifier les impacts des investissements réalisés dans le cadre du PREMIUM initial, un fond additionnel d'un montant de 150 000 000 dollars us a été octroyé à l'Etat de Côte d'Ivoire par la Banque mondiale.

Ce fond permettra d'une part de couvrir les besoins d'investissement qui n'avaient pas pu être pris en compte dans le projet initial notamment le raccordement des quartiers et localités des cinq (5) premiers centres urbains bénéficiaires et d'autre part d'étendre le projet à quatre (4) autres localités à savoir : Dabou, Issa, Prikro et Niakaramadougou.

En s'inscrivant dans la continuité des objectifs spécifiques sectoriels planifiés sur le projet, la réalisation du financement additionnel permettra d'élargir la cible et de renforcer ainsi les résultats et impacts du PREMIUM initial. Ces activités appuieront les efforts du Gouvernement pour améliorer de façon significative et durable les infrastructures essentielles et les conditions de vie des populations, ce qui constitue une étape essentielle en vue du redressement économique du pays.

L'alimentation en eau potable de la ville est assurée par deux (2) forages dont un est ensablé et donc abandonné. Le seul forage en fonctionnement, a un débit moyen de 250 m³/h et exploité en moyenne 23 heures par jour assurant une production journalière de 5 750 m³ pour des besoins estimés à 8 000 m³.

La ville de Bingerville est donc confrontée à un déficit de production de l'ordre de 30%.

En outre, les installations de production d'eau potable existantes nécessitent une réhabilitation.

Ce projet vise donc la réhabilitation et le renforcement des installations de production de la ville de Bingerville, afin de combler d'une part ce déficit et d'autre part permettre le raccordement de nouveaux quartiers de la ville et des localités environnantes.

Les travaux projetés, notamment : la réalisation et équipement de forage de 150 m³/h, la pose de 40 km de conduite d'adduction et l'extension de 130 Km de conduites de distribution d'eau engendre la suspension d'activités commerciales et l'acquisition de terre.

Conformément aux exigences de la politique opérationnelle PO 4.12 relative à la « Réinstallation Involontaire » de la Banque mondiale et au Cadre de Politique Réinstallation du PREMIUM, un Plan d'Action de Réinstallation des personnes Affectées par les travaux projetés a été élaboré et mise en œuvre.

1.2. Statut et portée du document

Le présent document constitue le rapport d'achèvement de la mise en œuvre du plan d'Action de Réinstallation des personnes affectées par le Projet de Renforcement de l'alimentation en Eau potable en Milieu Urbain-Financement Additionnel (PREMU-FA) dans le centre urbain de Bingerville.

Il comprend neuf (9) chapitres qui se présentent comme suit :

Chapitre 1	Introduction ;
Chapitre 2	Méthodologie employée
Chapitre 3	Rappel des principaux impacts négatifs du projet sur le milieu humain
Chapitre 4	Description de l'environnement socioéconomique : Résumé de l'environnement du projet
Chapitre 5	Cadre juridique et institutionnel : Ce chapitre fait le rappel du cadre institutionnel de mise en œuvre du PAR. Il présente les organes de mise en œuvre du PAR et les missions qui leur sont assignées.
Chapitre 6	Evaluation des pertes et leur compensation
Chapitre 7	Exécution du Plan d'Action de Réinstallation
Chapitre 8	Analyse du niveau de mise en œuvre du PAR : il fait le bilan des activités réalisées par rapport à ce qui est prévu afin de mesurer le niveau d'exécution de ces activités et relève les difficultés rencontrées lors de la mise en œuvre du PAR,
Chapitre 9	Conclusion et recommandations.

2- METHODOLOGIE

La méthodologie employée pour la mise en œuvre du Plan d'Action de Réinstallation (PAR) des personnes affectées par le PREMU-FA dans le centre urbain de Bingerville se présente comme suit :

- mise en place de la Cellule d'Exécution du PAR ;
- information des membres de la Cellule du PAR sur les principes fondamentaux de mise en œuvre du PAR, notamment la conduite des négociations des indemnisations et de paiement des PAPs ;
- l'information, la sensibilisation et la consultation des PAPs sur le processus et les étapes de l'indemnisation ;
- invitation des PAPs à la négociation par appel individuel ;
- réception individuelle de chaque PAP par la Cellule de mise en œuvre du PAR pour les négociations et le paiement ;
- suivi du paiement des indemnisations

3- RAPPEL DES PRINCIPAUX IMPACTS NEGATIFS DU SOUS-PROJET SUR LE MILIEU HUMAIN

Les principaux impacts négatifs du PREMU-FA dans le centre urbain de Bingerville sur le milieu humain sont :

- perte de deux (2) terrains privés (appartenant à la communauté villageoise d'Adjamé-Bingerville),
- perte d'une (1) réserve administrative,
- Suspension temporaire d'activité et perte de revenu pour neuf (9) gérants d'activités commerciales.

4- DESCRIPTION DE L'ENVIRONNEMENT SOCIO-ECONOMIQUES DE L'EMPRISE DU SOUS-PROJET

4.1. Catégorie des Personnes affectées

Au terme de l'enquête socioéconomique et du recensement, onze (11) personnes sont affectées par la mise en œuvre des travaux du Projet de renforcement de l'alimentation en eau potable dans le centre urbain de Bingerville. Les catégories de PAPs affectées par le projet sont présentées dans le tableau ci-après :

Tableau 1: catégories de personnes affectées

Catégorie de PAP	EFFECTIF
Propriétaires d'activités commerciales (suspension temporaire d'activités commerciales)	9
Propriétaire de terrain privé (le terrain sera définitivement acquis par le projet)	1
Responsable de réserve foncière administrative (Mairie de Bingerville)	1
TOTAL	11

Source : enquête socio-économique/recensement des PAP.

4.2. Profil socio-économique des Propriétaires de terrains

La construction des forages entrainera la perte définitive d'un terrain privé et d'une réserve administrative.

- Propriétaire de terrains privés : deux (2) lots d'une superficie totale de 1000 m², appartenant à la communauté villageoise d'Adjamé Bingerville sont affectés par les travaux de réalisation du forage F1. Ces lots font partie du lotissement Ancien Namoué, une extension d'Adjamé Bingerville, approuvé par l'arrêté n°17 -0150/MCU/DGUF/DU/SDAF du 04 janvier 2017 du Ministère de la Construction et l'Urbanisme. Ils font partie d'un ensemble de lots mis de côté par les autorités villageoises pour faire face à la demande des fils du village.
- Réserve administrative : le site du forage 2 est situé sur l'Ilot 34 du lotissement Namoué résidentiel extension ; approuvé par l'arrêté n°16 -0437/MC/DGUF/DU/SDAF du 18 novembre 2016 du Ministère de la Construction et de l'Urbanisme. Cet ilot de 2 500 m² est une réserve administrative prévue pour la réalisation d'un marché. C'est un patrimoine du domaine public de l'Etat placé sous la responsabilité de la mairie de Bingerville. Ce sont 1000 m² (40%), de cette réserve administrative qui sont affectés par la construction dudit forage.
-
- Du fait de son statut de domaine public de l'Etat, il n'est éligible à une indemnisation.

4.3. Gérants d'activités

Neuf (9) propriétaires d'activité commerciale sont affectés par les travaux de pose de conduite d'eau. Ils se répartissent de la manière suivante : cinq (5) restauratrices, une (1) vendeuse de produits cosmétiques, un (1) vendeur d'articles divers, un (1) tenancier de débit de boisson et un (1) menuisier.

Il s'agit de petits opérateurs économiques installés dans le domaine public des voies. Ceux-ci vont suspendre leurs activités pendant les travaux de fouille et de pose des conduites d'eau. Leurs bâtiments ne seront pas affectés par les travaux. Ils pourront reprendre leurs activités à la fin des travaux de fouilles et de pose de conduites.

❖ *Répartition des personnes affectées selon le genre*

Les personnes recensées dans l'emprise des travaux se répartissent entre six (6) femmes et trois (3) hommes. La majorité des femmes exerce dans la restauration. En effet, quatre (4) femmes sur les six (6) sont restauratrices.

❖ *Répartition des personnes affectées selon la situation Matrimoniale*

La majorité des responsables d'activité économique recensés dans l'emprise des travaux vivent en couple. En effet, cinq (5) personnes sur neuf (9) vivent en couple soit 56,6 % de l'effectif total. Parmi elles, une seule femme est mariée légalement (20%) contre quatre (4) qui vivent en concubinage (80%).

Les célibataires au nombre de quatre (4) représentent 44,4 % des PAP.

❖ *Répartition des personnes affectées selon le nombre de personne à charge*

Les propriétaires d'activité recensés ont au moins 2 personnes en charges. En effet, ceux qui ont deux (2) personnes à charge sont au nombre de deux (2) soit 22,22%. Ceux qui ont une charge familiale comprise entre 3 et 4 personnes sont au nombre de trois (3) soit 33,33 %. Les gérants d'activité dont les charges sont supérieures ou égales à 5 personnes sont au nombre de quatre (4) soit (44, 44 %)

❖ *Répartition des personnes impactées selon le mode d'accès aux réseaux divers*

La majorité des propriétaires d'activité présents dans l'emprise des travaux ont accès aux réseaux divers. Au total quatre (4) gérants d'activité, soit 44,44 % des personnes recensées ont accès à l'électricité. Trois (3) soit 33,33% ont accès à l'électricité par raccordement direct et deux (2) soit 25% par sous branchement. Deux (2) soit 22,22 % des PAP n'est pas connecté au réseau électrique.

Par ailleurs, l'accès à l'eau potable par l'ensemble des responsables d'activité est faible. Seulement trois (3) personnes soit 33, 33% des personnes recensées ont accès à l'eau potable contre six (6) soit 66,67% qui n'en n'ont pas accès.

❖ Répartition des personnes affectées selon le revenu lié à l'activité

Les activités présentes dans les emprises des travaux font essentiellement partie du secteur informel. Ce sont principalement des activités à faible revenu. En effet, huit (8) des gérants d'activité soit 88,89% gagnent un bénéfice journalier de 5 000 FCFA soit 150 000 FCFA par mois. Un (1) seul parmi eux gagne 10 000 FCFA par jour soit 210 000 FCFA par mois.

5- CADRE JURIDIQUE ET INSTITUTIONNEL

5.1. Cadre juridique

La mise en œuvre du Plan d'Action de Réinstallation des personnes affectées par les travaux de renforcement du réseau d'eau potable dans le centre urbain de Bingerville s'est appuyée sur les textes réglementaires et législatifs suivants :

- La loi portant expropriation pour cause d'utilité publique régie par le décret du 25 novembre 1930 ;
 - o Loi n°2016-886 du 8 novembre 2016 portant Constitution de la Côte d'Ivoire ;
- le décret n° 2016-138 du 9 mars 2016 portant approbation du Schéma Directeur du Grand Abidjan ;
- les dispositions de la Politique Opérationnelle (OP) 4.12 de la banque Mondiale en matière de déplacement involontaire de populations.

Il faut signaler que la loi ivoirienne en matière d'expropriation ne s'appliquant exclusivement qu'aux personnes détentrices de droits légaux de propriété, la CE-PAR a mis à profit les directives de la Banque Mondiale en son OP 4.12 qui propose que toute personne ou famille négativement affectée par le projet soit compensée d'une façon ou d'une autre, indépendamment de son statut d'occupation, qu'il soit légal ou illégal.

La politique Opérationnelle OP 4.12 de la Banque Mondiale en matière de déplacement involontaire a servi de cadre de référence pour fixer les critères d'éligibilité des PAPs dans le cadre du PAR. Pour rappel, ces critères se résument comme suit :

Les personnes déplacées peuvent appartenir à l'une des trois catégories suivantes :

- Les détenteurs d'un droit formel sur les terres (y compris les droits coutumiers et traditionnels reconnus par la législation ivoirienne) ;
- Celles qui n'ont pas de droit formel sur les terres au moment où le recensement commence, mais qui ont des titres fonciers ou autres sous réserve que de tels titres soient reconnus par les lois ivoirienne ou puissent l'être dans le cadre d'un processus identifié dans le plan de réinstallation ;
- Celles qui n'ont ni droit formel ni titres susceptibles d'être reconnus sur les terres qu'elles occupent.

L'application de cette politique a permis de prendre en compte l'ensemble des personnes affectées.

5.2. Cadre institutionnel

Le cadre institutionnel du PAR des personnes Affectées par le Projet de Renforcement de l'Alimentation en Eau Potable dans le centre urbain de Bingerville se compose de deux structures présentées comme suit :

Le Comité de suivi :

Le Comité de Suivi est chargé de suivre régulièrement l'avancement de la mise en œuvre du PAR pour le compte de toutes les parties concernées. Il valide les modalités d'indemnisation proposées par le PAR. Il est également chargé de mener les négociations avec les PAP.

Ce Comité se compose comme suit :

- le Préfet d'Abidjan ou son représentant, Président,
- le Sous-préfet de Bingerville,
- le Maire de Bingerville,
- le Coordinateur Adjoint du PREMU, assisté de l'Expert Social du PREMU,
- le Chef de projet de l'ONEP.

Ce Comité se réunit sur convocation de son Président et les décisions sont prises à la majorité conformément aux mesures arrêtées dans le rapport du PAR.

La Cellule d'exécution du PAR :

L'exécution du Plan d'Action pour la Réinstallation des personnes affectées par le projet est assurée par une cellule spécialement conçue pour cette opération et placée sous la tutelle du Ministre en charge de l'Urbanisme.

Cette cellule sera dénommée « Cellule d'Exécution du PAR du Projet du Renforcement de l'Alimentation en Eau Potable du Centre Urbain de Bingerville », en abrégé « CE-PAR ».

La cellule d'Exécution du PAR a pour missions : (i) organisation des négociations sur les compensations avec les personnes à déplacer ; (ii) établissement et signature des PV de négociation et les reçus d'indemnisation, (iii) suivi du paiement des indemnisations ; (v) examen et gestion en premier ressort des litiges et autres réclamations se rapportant au PAR, etc.

Cette cellule sera basée à Bingerville et se compose comme suit :

- Sous-Préfet de Bingerville,
- Chef d'Antenne de la Construction, du Logement, de l'Urbanisme de Bingerville,
- Chef de projet de l'ONEP,
- Chargé d'étude à la Mairie de Bingerville ;
- Un (1) représentant des Personnes affectées
- Le Contrôleur financier auprès du PREMU ou son représentant ;
- L'Agent comptable du PREMU ou son représentant ;
- Représentant de la Cellule de coordination du PREMU (Expert Social du PREMU),

La cellule d'élaboration et de mise en œuvre du PAR (CE-PAR) assure les missions suivantes :

- l'organisation des séances de négociation des indemnisations avec les personnes à déplacer ;
- l'établissement et la signature des reçus d'indemnisation ;
- le suivi du paiement des indemnisations des personnes affectées ;
- l'archivage des documents de consultation et de mise en œuvre du PAR ;
- l'examen et la gestion en premier ressort des litiges et autres réclamations se rapportant au PAR ;

De manière spécifique, elle est chargée des tâches suivantes :

- l'information de la population sur leur mécanisme d'indemnisation ;
- la sensibilisation et l'information de chaque catégorie de personnes affectées par le projet ;
- le recueil des doléances de la population et la négociation de ces doléances ;
- le suivi interne des opérations d'indemnisation (notamment le suivi des négociations sur les indemnités, la signature des certificats de compensation et le contrôle de l'exécution des paiements) ;
- le contrôle interne en s'assurant que les paiements sont effectués avant le déplacement ; l'accompagnement social de la mise en œuvre du PAR ;
- l'encadrement technique des personnes affectées dans le processus de réinstallation.
- etc.

Ce comité se réunit sur convocation de son président et les décisions sont prises à la majorité des membres présents, tout en se référant aux dispositions prévues strictement dans le PAR.

Tableau 2 : Rôles des acteurs de mise en œuvre du PAR

STRUCTURE	REPRESENTANT	ROLE
Directions régionales de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme (MCLU)	Chef d'Antenne de Bingerville	- Chargé de l'expertise foncière ;
Unité de Coordination du PREMU	Unité de Coordination du PREMU	- Coordonne l'opération d'élaboration et de mise en œuvre du Plan d'Action de Réinstallation ; - Assure la communication sur le PAR ; - met à disposition les moyens nécessaires pour l'accomplissement des différentes missions.
Agence comptable du PREMU	Agent comptable du PREMU	Procède au paiement des indemnisations des personnes affectées par le projet.
Préfectures de	Sous-Préfet de	- Assure la présidence de la cellule et est

STRUCTURE	REPRESENTANT	ROLE
d'Abidjan	Bingerville	chargée de la sécurisation des opérations d'indemnisation et de libération de l'emprise ; - Facilite l'organisation des réunions publiques.
ONEP	Chef de projet	- Assure la coordination des activités en relation l'unité de Coordination du PREMU ; - fait le suivi du paiement PAP et la libération de l'emprise.
Mairie de Bingerville	Chargé d'étude	- Met à la disposition de Cellule une salle pour les séances de travail ; - Organise les réunions publiques prévues dans le cadre du PAR ; - Informe et sensibilise les PAP sur les mesures arrêtées dans le cadre du PAR ;
Personnes Affectées par le Projet (PAP)	Représentants PAP choisis des par leurs paires	Participent aux séances de négociation, le suivi des indemnisations et à toutes missions assignées à la Cellule d'Exécution du PAR.

6- EVALUATION DES PERTES ET DE LEUR COMPENSATION

Les occupants des emprises des travaux subiront des pertes lors de la réalisation du sous-projet. Pour compenser ces pertes, il convient d'estimer leur valeur. Les méthodes d'estimation des coûts se présentent comme suit :

6.1. Evaluation des pertes foncières

Le coût d'achat d'un lot de cinq cent mètre (500 m²), issu de lotissement approuvé par le Ministère de la Construction et de l'Urbanisme dans la zone du projet, se négocie entre dix millions (10 000 000) et quinze millions (15 000 000) de FCFA, soit vingt mille (20 000) à trente mille (30 000) le m², selon le niveau de viabilisation et le titre de propriété sur le site.

La communauté villageoise ne dispose que de l'Attestation villageoise, bien que le lotissement soit approuvé par l'arrêté n°17 -0150/MCU/ DGUF/DU/SDAF du 04 janvier 2017 du Ministère de la Construction et l'Urbanisme.

Le coût d'indemnisation pour la perte de ces deux (2) lots a été négocié à vingt millions (20.000.000) Francs CFA, soit 20 000 FCFA le m² en référence au coût d'acquisition de terrain pratiqué dans la zone du projet.

Le site d'implantation du forage 2 étant une réserve administrative, aucun coût n'est associé à son acquisition.

2.1. Evaluation des pertes de revenu pour les gérants d'activités commerciales

Neuf (9) propriétaires d'activités vont suspendre temporairement leurs activités pendant les travaux de fouilles et de pose des conduites d'adduction d'eau. La durée de ces travaux est estimée au maximum à sept (7) jours. Pour compenser les pertes liées à cette suspension, il a été négocié avec les personnes concernées ; le paiement d'une indemnité de perte de revenu, calculée sur la base du bénéfice journalier déclaré, multiplié par la durée de suspension. La formule de calcul est la suivante :

Indemnité de perte de revenu = bénéfice journalier X 7.

7- EXECUTION DU PLAN D'ACTION DE RÉINSTALLATION

7.1. Bref aperçu de la stratégie générale du PAR

7.1.1. Principes d'indemnisation

Les indemnisations prévues dans le cadre de déplacement involontaire de populations, reposent sur des principes de justice, d'équité et de transparence. C'est pourquoi :

- les personnes affectées doivent être consultées et participer à tous les niveaux du processus d'élaboration et de mise en œuvre des activités de réinstallation involontaire et d'indemnisation ;
- les activités de réinstallation doivent être expliquées aux populations déplacées afin qu'elles comprennent les différents enjeux de la réinstallation et qu'elles opèrent de meilleurs choix qui améliorent leur futur ;
- les activités de réinstallation doivent être conçues et exécutées comme un programme de développement susceptibles d'offrir aux populations des opportunités nouvelles d'amélioration de leurs conditions de vie ;
- toutes les personnes affectées doivent être indemnisées sans discrimination de nationalité, d'appartenance ethnique, culturelle, sociale ou de genre ;
- les indemnisations doivent favoriser l'intégration sociale et économique des communautés déplacées dans les communautés d'accueil, par le traitement équitable des deux groupes ;
- les personnes affectées doivent être indemnisées au coût de remplacement sans dépréciation, avant le déplacement effectif des personnes affectées ;
- les indemnités peuvent être remises en espèces ou en nature, selon le choix individuel des PAPs. Toutefois, des efforts seront déployés pour expliquer l'importance et les avantages d'accepter des indemnités en nature, surtout pour ce qui est des terres et des bâtiments ;
- le processus d'indemnisation et de réinstallation doit être respectueux des droits humains des personnes affectées par le projet.
- le paiement des indemnisations doit intervenir avant le démarrage des travaux.

7.1.2. Paiement des indemnités

Dans le cadre du présent PAR, les dix (10) PAPs ont choisi la compensation en numéraire. Selon le type de préjudice subi, la personne affectée par le projet peut être éligible à une ou plusieurs mesures de compensation.

7.1.3. Mesures d'indemnisation et de compensation

Selon le type de préjudice subi, la personne affectée par le projet peut être éligible à une ou plusieurs mesures de compensation. Le tableau ci-après récapitule les mesures de compensation retenues dans le cadre de ce projet.

Tableau 3 : Mesures de compensation retenues par type de préjudice

Type de perte	Catégorie de PAP	Mesures de dédommagement		
		En nature	En espèces	Autres indemnités
Perte de terrain lotis	Les propriétaires de terrain lotis	Aucune	Compensation de la valeur du terrain basé sur le coût actuel de vente du m ² , en tenant compte des valeurs de marché.	Aucune
Suspension temporaire d'activité commerciale et/ou artisanale	Gérants d'activités commerciales	Aucune	aide calculée sur la base du bénéfice moyen journalier multiplié par 7 jours, la durée de suspension d'activité (Bénéfice jour X 7)	Aucune

7.2. Eligibilité à l'indemnisation

7.2.1. Principes et dispositions applicables au PAR

En application de la réglementation ivoirienne en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique et en s'inspirant des politiques de la Banque Mondiale en matière de déplacement involontaire de populations, les principes ci-après sont énoncés en vue du déplacement des personnes affectées par le projet :

- le déplacement des PAPs s'inscrit dans la logique des déplacements involontaires et doit, à ce titre, se faire dans le cadre de la réglementation ivoirienne en vigueur ;
- toutes les PAPs doivent être compensées indépendamment de leur statut juridique, sans discrimination de nationalité, d'appartenance ethnique, culturelle ou sociale ou de genre.
- les PAPs ont été consultées et participent activement à toutes les étapes du processus d'élaboration et de mise en œuvre du PAR ;
- les PAPs ont été compensées pour les pertes de biens et actifs à leur valeur de remplacement sans dépréciation, avant le déplacement effectif ;
- les compensations couvrent les pertes de revenus et prennent en compte les frais de déménagement ;
- les autorités locales sont impliquées dans la supervision du processus de mise en œuvre du PAR.

7.2.2. Critères d'éligibilité

Les personnes éligibles affectées par le Projet peuvent se classer en trois groupes :

- a) Celles qui ont des droits légaux officiels sur la terre qu'elles occupent ;
- b) Celles qui n'ont pas de droits légaux officiels sur la terre qu'elles occupent, mais ont une revendication sur une terre qui est reconnue ou reconnaissable dans le cadre des lois nationales, locales ou traditionnelles ; enfin,
- c) Celles qui n'ont pas de droit légal ou revendiqué reconnu sur la terre qu'ils occupent.

Les personnes relevant des alinéas (a) et (b) ci-dessus reçoivent une compensation et autres formes d'assistance pour les terres et les biens perdus conformément au CPR. Les individus de l'alinéa (c) bénéficieront d'une assistance pour la réinstallation en remplacement d'une compensation pour les terres occupées et tout autre aide selon les besoins, permettant d'atteindre les objectifs présentés dans ce CPR, s'ils occupaient des terres dans la zone du projet avant la date limite fixée par le promoteur et conformément à la PO4.12.

Le squatter ou occupant sans droit ni titre, est une personne qui s'est installée dans un logement, utilisant des terres comme moyen de subsistance par voie de fait et qui n'a jamais été titulaire d'un titre quelconque sur la terre occupée. Des dispositions sont prévues par la PO/BP 4.12 pour leur apporter aide et assistance au cas où les activités du projet perturberaient leurs conditions d'existence.

Tout bien affecté appartenant à une collectivité (village, famille, communauté ou groupe quelconque) est également éligible à une indemnisation et tous les ayants droits bénéficieront d'une compensation ou d'une réinstallation. Dans ce cas la collectivité désigne un représentant légal pour agir en son nom.

7.2.3. Date butoir et délai d'éligibilité

La date butoir d'éligibilité correspond à la fin de la période de recensement des personnes et des propriétés affectées dans l'emprise du sous-projet.

Les enquêtes socio-économiques se sont déroulées de manière discontinue du 18 mars au 05 mai 2020.

La liste des PAP a été affichée dans les locaux du service technique de la mairie le 30 avril 2020. Une permanence de cinq (5) jours a été organisée du 30 avril au 05 mai 2020 pour prendre en compte les retardataires ; les éventuels omis ; les corrections des erreurs survenues lors du remplissage des questionnaires et le traitement des données. La fin de cette permanence, c'est-à-dire le 05 mai 2020 marque la date butoir d'éligibilité comme communiqué en consultation des PAP.

Les personnes qui s'installeront dans l'emprise du sous-projet après cette date ne seront pas éligibles au présent PAR.

7.2.4. Information des membres de la Cellule d'exécution du PAR sur les modalités et principes d'indemnisation des PAPs

Afin d'être au même niveau d'information, les membres de la Cellule d'exécution du PAR ont été informés sur les modalités et principes d'indemnisation des personnes affectées par le projet. Ces informations ont porté essentiellement sur le cadre juridique de l'élaboration et de la mise en œuvre du PAR, notamment les exigences de la Banque mondiale en matière de déplacement involontaire. Il s'agit entre autre de la consultation et de la négociation avec les PAPs, le mode d'évaluation des biens affectés, l'enregistrement et la gestion des plaintes etc.

7.2.5. Information et consultation des personnes affectées

Pour permettre aux populations affectées par le projet de comprendre le processus d'indemnisation, la cellule d'exécution du PAR a organisé des séances d'information et de

sensibilisation pour vulgariser les étapes du processus et leur faire connaître leurs droits à l'intérieur de ce processus.

Etaient représentées à ces réunions, les autorités administratives (Préfecture, Maire, ministère de la construction, etc..) et les populations affectées par le projet.

Au cours de ces rencontres, les modalités d'éligibilité ainsi que les principes d'indemnisation qui ont guidé l'estimation des pertes, ont été rendus publics et expliqués clairement aux personnes impactées par le projet.

7.2.6. Traitement des plaintes

Aucune plainte n'a été enregistrée au cours de la mise en œuvre de ce PAR.

7.2.7. Médiation et suivi interne du PAR

Cette étape a porté sur l'animation, la consultation et le suivi interne de l'exécution du PAR. La cellule de coordination a accompli cette mission qui a porté essentiellement sur :

- Les indemnisations et compensations effectives des personnes affectées ;
- Le réaménagement du calendrier arrêté pour le processus.

7.2.8. Suivi du paiement des indemnisations

Les **dix (10)** personnes éligibles à une indemnisation dans le cadre du projet, ont été indemnisées, soit un taux d'indemnisation de **100%**. Le montant total des indemnisations payées s'élève à **vingt millions trois cent cinquante mille (20 350 000) francs CFA**.

7.2.9. Suivi de la libération de l'emprise et de la réinstallation des PAPs

7.2.9.1. Suivi de la libération de l'emprise du projet

Le site de construction du forage 1 est un terrain nu appartenant à la communauté villageoise. Par conséquent, dès le paiement de l'indemnisation, elle a mis à la disposition du projet ledit site.

Le site de construction du forage 2, est une réserve administrative prévue initialement pour la réalisation d'un marché. Il est libre de toute occupation humaine. Par conséquent, il n'y a pas de libération d'emprise à effectuer.

Les neuf (9) propriétaires d'activités vont suspendre temporairement leurs activités pendant les travaux de fouilles et de pose des conduites d'adduction d'eau. La durée de ces travaux est estimée à sept (7) jours au maximum. Ils seront informés au moins deux semaines avant le début des travaux sur la section qui les impactent.

7.2.9.2. Suivi de la réinstallation des PAPs

Dans le cadre du présent PAR, il n'y a pas de réinstallation des PAPs vu que :

- les neuf (9) gérants d'activités commerciales qui subiront une suspension temporaire de leurs activités durant les travaux, les ouvriront juste après les travaux,

- la communauté villageoise a été indemnisée en numéraire. Il n'y a pas de ce fait de réinstallation à faire.

8- ANALYSE DU NIVEAU DE MISE EN ŒUVRE DU PAR

8.1. Exécution de la procédure de mise en œuvre du PAR

La procédure de mise en œuvre du PAR a défini les trois (3) principales étapes à suivre pour indemniser les personnes affectées. Le tableau n°4 ci-après présente ces étapes et leur niveau d'exécution à ce stade de la mise en œuvre du PAR.

Tableau 4: Niveau d'exécution de la procédure de mise en œuvre du PAR

Désignation	Niveau d'exécution %
Information et consultation des PAPs	100 %
Païement des indemnisations des PAPs	100%

8.2. Exécution des mesures de compensation

Le principal mode de compensation retenu pour la compensation des dix (10) PAPs éligibles à une indemnisation dans le cadre du projet, est la compensation en numéraire.

Les mesures de compensation appliquées à ce mode de compensation selon le(s) préjudice(s) subit(s) sont présentées dans le tableau qui suit :

Tableau 5 : Mesures de compensation prévues et exécutées par catégorie de PAPs selon le type de préjudices

Mesures d'indemnisation /compensation	PAPs éligibles Mesures	Barème d'évaluation	Nombre		Niveau d'exécution %
			PREVUES	INDEMNISEES	
Indemnisation pour perte de terrains non bâtis	Communauté villageoise (représenté par le chef de village)	Le coût d'indemnisation pour la perte de ces deux (2) lots a été négocié à vingt millions de francs CFA (20.000.000F CFA) soit 20 000 FCFA le m ² en référence au coût d'acquisition de terrain pratiqué dans la zone du projet.	1	1	100
Indemnisation pour perte de revenu d'activité	Gérants d'activités commerciales et artisanales	Pour compenser les pertes liées à une suspension temporaire d'activité, il a été négocié avec les personnes concernées ; le paiement d'une indemnité de perte de revenu, calculé sur la base du bénéfice journalier déclaré, multiplié par la durée de suspension. La formule de calcul est la suivante : Indemnité de perte de revenu = bénéfice journalier X 7.	9	9	100 %

8.3. Exécution du budget du PAR

8.3.1. Budget du PAR

Le budget global du PAR est **vingt-deux millions sept cent quinze mille (22 715 000) FCFA**. Il est reparti dans le tableau ci-dessous :

Tableau 6 : Budget du PAR

Rubrique		Prevu
1	INDEMNISATION DES PAPs	
1.1	Indemnité des terrains non bâtis	20.000.000
1.2	Indemnité pour perte de revenu d'activité	350.000
Sous-total 1 (budget indemnisation des PAPs)		20.350.000
2	MISE EN ŒUVRE DU PAR	
2.1	Fonctionnement (frais de déplacement et de subsistances des membres lors des séances de négociation, et de gestion des plaintes etc.)	300.000
Sous-total 2 (coût de mise en œuvre du PAR)		300.000
3. Imprévu (5%)		2.065.000
BUDGET GLOBAL DU PAR		22 715 000

8.3.2. Niveau d'exécution du budget du PAR

Les dépenses effectives exécutées sur le budget s'élèvent à **vingt millions six cent soixante-cinq mille (20 650 000) francs CFA**. Ce montant prend en compte les dépenses liées au paiement des indemnisations des PAPs et le coût de la mise en œuvre du PAR.

Tableau 7: Etat d'exécution du budget du PAR

N°	Libellé	Montants prévus (FCFA)	Dépenses effectives (FCFA)	Ecart (FCFA)	Taux d'exécution (%)
1	Indemnisation des PAPs	20.350.000	20 350 000	0	100%
3	Fonctionnement CE-PAR	300.000	300 000	0	100%
3	Imprévu (5%)	2.065.000	0	2 065 000	0%
Coût global		22 715 000	20 650 000	2 065 000	91%

On note que le budget global du PAR a été exécuté à 91%. Cette situation s'explique par le fait que l'imprévu de 5% qui s'élève à deux millions soixante-cinq mille (2 065 000) FCFA n'a pas été consommé.

9- CONCLUSION

Dans l'ensemble, la mise en œuvre du PAR s'est bien déroulée. Aucune difficulté majeure n'a été observée.

ANNEXE 1 : LISTES DES PERSONNES INDEMNISEES

[illegible]

N°	Nom	Effectif des PAP	Superficie en m²	Coût au m²	Montant régler
1	Communauté villageoise d'Adjamé Bingerville (représenté par le chef de village)	1	1000	20 000	20 000 000
TOTAL					20 000 000

ANNEXE 2 : PREUVE DE PAIEMENT DES PAPS

1- PHOTOS DES PAPS



BROU AFFOUE CLAIRE



TIHA LEONTINE



ABENI KOKOU AKOETE



AHOUSSE BENEDICTE HORTENSE



SYLLA HAWA EPSE KEBE



Chef de Village de la communauté villageoise d'Adjamé Bingerville



TAHI BONDE ELOI



GNAN CLARISSE



KORE LIKANE ANGE NATHALIE

2- PIECES ET LISTES DES PAPs



Form acquit
02/12/2021

Payé par ordre de virement
n° 0637/21 du 02/12/2021



PROJET DE RENFORCEMENT DE L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE EN MILIEU URBAIN (PREMU)

ETAT D'EMARGEMENT RELATIF AUX INDEMNITES DES PERSONNES AFFECTEES PAR LE PROJET PREMU-FA
A BINGERVILLE (OP N°0417/PREMU-FA/04/2021)

N° D'ORDRE	NOM ET PRENOMS	MONTANT A REGLER	MONTANT REGLER	DATE DE REGLEMENT	EMARGEMENT	OBSERVATIO
1	MRS AWAKA AGBO (VILLAGE ADJAME BINGERVILLE)	20 000 000	20.000.000F	02/12/2021		
TOTAL		20 000 000				



Union - Discipline - Travail

VILLAGE D'ADJAMÉ-BINGERVILLE

Adjamé-Bingerville, le 04 Novembre 2021

Le Chef du village

A Monsieur

Le Directeur du PREMU

Monsieur le Directeur,

Je soussigné Monsieur AWAKA Agbo Ghislain Alfred, Chef de village d'Adjamé-Bingerville, endosse les résultats des négociations conclues par mon prédécesseur Monsieur AGBO Honoré avec le Projet de Renforcement de l'alimentation en Eau potable en Milieu Urbain-Financement Additionnel (PREMU-FA), dans le cadre des indemnités pour la perte des **lots 549 et 460 de l'ilot 17**, issus du lotissement Ancien Nanmoué d'Adjamé-Bingerville.

Par conséquent, je donne mon accord sur le montant de vingt millions (20 000 000) de Francs CFA comme négocié.

Toutefois, je demande que le paiement soit fait sur le compte du village dont l'intitulé est : **MRS AWAKA AGBO/VILLAGE ADJAME BINGERVILLE.**

 **AKWÈ - DJÈMIN**
TCHRELLAI CORRIMAN
Le Chef du Village

AWAKA AGBO GHISLAIN ALFRED

BP 83 - Bingerville - Tél : (+225) 01 03 32 31 75 / 01 02 22 57 50
Email : adjamebingerville@gmail.com / Facebook : akwe-djemin

IN AKWE-DJEMIN AKWE-DJEMIN
AKWE-DJEMIN AKWE-DJEMIN
YWE-DJEMIN AKWE-DJEMIN
T-DJEMIN AKWE-DJEMIN
JEMIN AKWE-DJEMIN
MIN AKWE-DJEMIN

DEPARTEMENT D'ABIDJAN

PREFECTURE D'ABIDJAN

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

Union-Discipline-Travail

ARRETE N° 134 / /PA/SG/D1 du 05 OCT 2021

portant nomination de Monsieur **AWAKA Agbo Ghislain Alfred** dans les fonctions
de Chef du village d'Adjamé-Bingerville, Sous-préfecture de Bingerville

Le Préfet du Département d'Abidjan,

- (/u la loi n°59-4 du 28 mars 1959 portant création du Département d'Abidjan ;
- (/u la loi n° 61-84 du 10 avril 1961 relative au fonctionnement des Départements, Préfectures et Sous-Préfectures ;
- (/u la loi n° 2014-428 du 14 juillet 2014 portant statut des Rois et Chefs traditionnels ;
- (/u la loi n° 2014-451 du 05 août 2014 portant orientation de l'organisation générale de l'administration territoriale ;
- (/u le décret n° 74-265 du 5 juin 1974 portant délégation de pouvoirs des Ministres aux Préfets ;
- (/u le décret n° 2011-263 du 11 septembre 2011 portant organisation du territoire national en District et en Régions ;
- (/u le décret n° 2016-1158 du 28 décembre 2016 portant nomination dans les fonctions de Sous-préfet ;
- (/u le décret n° 2021-258 du 27 mai 2021 portant nomination dans les fonctions de Préfet de Région et de Département ;
- (/u l'arrêté n° 1980 /CAB/AG du 20 novembre 1961 portant transfert aux Préfets des attributions précédemment dévolues au Commandant de Cercle en matière de désignation et de destitution des Chefs de village, par l'arrêté n° 3206/BP du 10 octobre 1934, portant constitution de l'Administration indigène en Côte d'Ivoire ;
- (/u la circulaire n°20/INT/DGAT du 03 juin 1976 du Ministre de l'Intérieur, relative à la réglementation de la chefferie en Côte d'Ivoire ;
- (/u le procès-verbal n°54 /SP-BING du 14 juillet 2021 relative à la consultation populaire dans le village d'Adjamé-Bingerville, Sous-préfecture de Bingerville.

Considérant les nécessités de service,

ARRÊTE :

Article Premier : Monsieur **AWAKA Agbo Ghislain Alfred**, né le 06 octobre 1984 à Azaguié-M'Bromé, Technicien Génie Civil, est nommé dans les fonctions de Chef du village d'Adjamé-Bingerville, Sous-préfecture de Bingerville.

Article 2 : Sont abrogées, toutes dispositions antérieures contraires au présent arrêté.

Article 3 : Le présent arrêté qui prend effet à compter de sa date de signature sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Fait à Abidjan, le **05 OCT 2021**




Germain François GOUN
 Préfet Hors Grade

AMPLIATIONS :

- Chambre des Rois et Chefs traditionnels.....1
- Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité (CAB/DGAT)...1
- Ministère de la Construction, du Logement
et de l'Urbanisme.....1
- District Autonome d'Abidjan.....1
- Sous-préfecture de Bingerville.....1
- Intéressé.....1
- Chrono1



le 02/12/2021

Reçu la somme de trente-cinq mille
(35 000) francs CFA.

[Signature]

N° 0018707051813

ATTESTATION D'IDENTITE

Nom et prénoms: TIHA LEONTINE

Né(e) le : 25/05/1982 à FACOBLY

de : PND PND

Et de : BOHI THERESE

Profession : COIFFEUSE

Domicile : YOPOUGON

Nationalité : IVOIRIENNE



a justifié son état civil par la présentation des pièces suivantes :
 Extrait d'acte de naissance N° 43 DU 25/05/1982 délivré(e) le 10/02/2021 à FACOBLY

Certificat de nationalité N° 7456018 délivré(e) le 09/03/2021 à ABIDJAN
 Photocopie du récépissé d'enrôlement N° 31665002581 délivré(e) le 21/04/2021 à ABIDJAN

Ce document valable jusqu'au 27/04/2022
 n'est pas une Carte Nationale d'Identité

Fait à PLATEAU

26/04/2021

Cachet et Signature de l'Autorité

Le Directeur de l'Etat Civil et de l'Identification

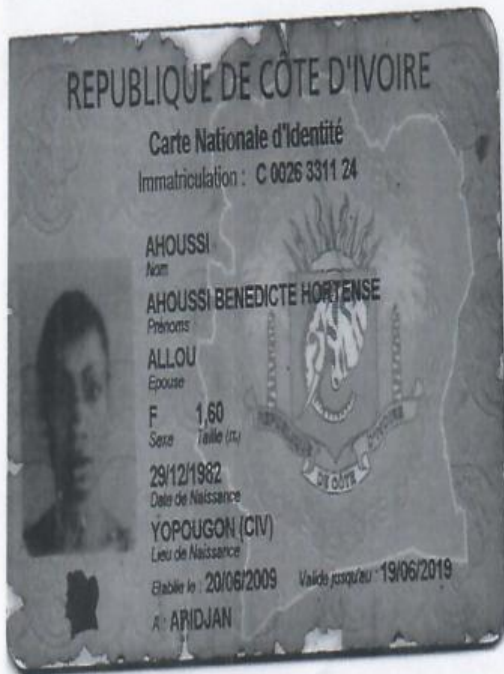
Jean-Yves Essis MELESS

Magistrat

RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE
 UNION - DISCIPLINE - TRAVAIL

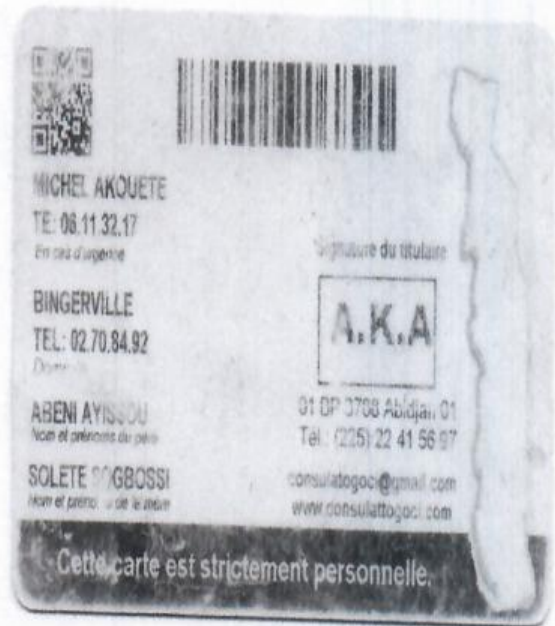
le 02/12/2021

Reçu la somme de trente-cinq mille
 (35.000) francs CFA.



le 02/12/2021

Reçu la somme de trente-cinq mille
(35.000) francs CFA.



le 02/12/2021

Recevoir la somme de trente-cinq mille
(35.000) francs CFA.



le 02/12/2021

Reçu la somme de trente cinq mille
(35 000) francs CFA.

Reconnait avoir reçu la somme de
35.000 le 13-12-2021

[Signature]

MINISTRE DE LA JUSTICE
TRIBUNAL
DE PREMIERE INSTANCE
d YOPOUGON
Section d

REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE
UNION - DISCIPLINE - TRAVAIL

EXT. N° 97 DU 20/9/1986 MAN
CNI N° C0039825155/ABIDJAN/PERE

CERTIFICAT DE NATIONALITE IVOIRIENNE

N° A 7639737 du registre d'ordre.
Le Président du tribunal de première instance d YOPOUGON
OU
Le Juge de la Section d
Certifie, au vu des pièces produites
que M GNAN CLARISSE
demeurant à ABIDJAN
né(e) à MAN/MAN le 15/09/1986
de GNAN ALPHONSE né(e) à GBOLE
le 01/01/1954 et de BONTIA MONTY ROSALIE
né(e) à III le / /
est ivoirien(ne).

YOPOUGON le vendredi 22 janvier 2021

LE PRESIDENT DU TRIBUNAL
[Signature]
MAGISTRAT

500
TIMBRE FISCAL
REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE
ABIDJAN

BY



MINISTRE DE L'INTERIEUR
OFFICE NATIONAL D'IDENTIFICATION

B.P. V 168 - TEL : 20-21-97-69 / 20-21-32-12 - FAX : 20-21-53-22

DEPARTEMENT DE L'ETAT CIVIL ET DE L'IDENTIFICATION

105/12855/P4-7

ATTESTATION D'IDENTITE

Nom et prénoms : TAHI BONDE ELOI
Né(e) : 20/07/1971 à BLOLEQUIN
de : SOHON TAHI ROBERT
Et de : ZINH FAHE COLETTE
Profession : COMMERÇANT
Domicile : YOPPOUGON SELMER
Nationalité : IVOIRIENNE

a justifié son état civil par la présentation des pièces suivantes :

CERT. DE NAT. N°020553/08 DU 08/04/2008 TPI/YOPPOUGON
EXT. DE NAIS. N°937 DU 10/03/2008 YOPPOUGON

Série A N° 3773090

Ce document valable jusqu'au 10/06/2009
n'est pas une Carte Nationale d'Identité



Index gauche



Reconnait avoir Reçu
la Somme de 70.000 le 13-12-2021

[Signature]

MINISTRE D'ETAT, MINISTRE DE L'INTERIEUR
OFFICE NATIONAL D'IDENTIFICATION

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE
Union-Discipline-Travail

B.P.V 168 / TEL : 20-21-67-68 / 20-21-12-12 - FAX : 20-21-53-22

DEPARTEMENT DE L'ETAT CIVIL ET DE L'IDENTIFICATION

ATTESTATION D'IDENTITE

N° 0000-161030710719B/11-16/MEMIS/ONI/DECI

Nom et prénom : **KORE Likané Ange Nathalie**

Né(e) le : **06/04/1990** à **YOPONGON**

De : **KORE Modeste**

Et de : **DJEDJE Dogoré Irène**

Profession : **ELEVE**

Domicile : **YOPONGON**

Nationalité : **IVOIRIENNE**

a justifié son état civil par la présentation des pièces suivantes :

- Extrait de naissance N° 3082 Du 14/04/1990 délivré (e) le 24/10/2012 à YOPONGON
- Certificat de nationalité Ivoirienne N° 0412162 délivré (e) le 20/07/2016 à ABIDJAN

Fait à Abidjan le **04/11/2016**

La directrice de l'Immigration et de l'Emigration, assu
l'interim du Directeur de l'Etat Civil et de l'Identifica

BOUADIT Lucie Epse YOBQUET
Sous-préfet

Série A 0054277

Ce document valable jusqu'au 04/11/2017
N'est pas une Carte Nationale d'Identité

Indon. 10000

*Reconnait avoir reçu la
Somme de 35.000 le 13-12-2021*

[Signature]



PROJET DE RENFORCEMENT DE L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE EN MILIEU URBAIN (PREMU)

ETAT D'EMARGEMENT RELATIF AUX INDEMNITES DES PERSONNES AFFECTEES PAR LE PROJET PREMU-FA
A BINGERVILLE (OP N°0166/PREMU-FA/04/2021)

N° D'ORDRE	NOM ET PRENOMS	MONTANT A REGLER	MONTANT REGLER	DATE DE REGLEMENT	EMARGEMENT	OBSERVATIC
1	AHOUSI AHOUSI BENEDICTE HORTENSE	35 000	35 000	02/12/2021		
2	TIHA LEONTINE	35 000	35.000	02/12/2021		
3	SYLLA HAWA epse KEBE	35 000	35 000	02/12/2021		
4	ABENI KOKOU AKOETE	35 000	35.000	02/12/2021		
5	BROU AFFOUE CLAIRE	35 000	35.000	02/12/2021		
TOTAL		175 000				

ANNEXE 3 : RECUS DE PAIEMENT

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

MINISTERE DE L'HYDRAULIQUE

TRAVAUX D'ALIMENTATION D'EAU DU CENTRE URBAIN
DE BINGERVILLEPROJET DE RENFORCEMENT DE L'ALIMENTATION EN EAU
POTABLE EN MILIEU URBAIN – FOND ADDITIONNEL (PREMU – FA)INDEMNISATION DES PERSONNES AFFECTEES PAR LE
PROJET

Reçu d'indemnisation

Gérants d'activités commerciales

Nom et prénoms	:	BROU AFFOUE CLAIRE
Date et lieu de naissance	:	06/08/1977 A ABIDJAN ABOBO GARE
Pièce d'identité	:	C 0037 5022 70
Contact	:	01 42 27 76 04
Suspension d'activité	:	Trente-cinq mille (35.000) FCFA
Montant total de l'indemnité reçu	:	TRENTE-CINQ MILLE (35.000) FCFA
Libération de l'emprise	:	Je m'engage à libérer l'emprise dans un délai de un (1) mois à compter de ce jour.

Paiement effectué à Bingerville le / /2021

Pour la Cellule d'Exécution du PAR	L'intéressé
 Bedia Oswald ANOH Sous-Préfet	

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

MINISTERE DE L'HYDRAULIQUE


TRAVAUX D'ALIMENTATION D'EAU DU CENTRE URBAIN
DE BINGERVILLEPROJET DE RENFORCEMENT DE L'ALIMENTATION EN EAU
POTABLE EN MILIEU URBAIN – FOND ADDITIONNEL (PREMU – FA)INDEMNISATION DES PERSONNES AFFECTEES PAR LE
PROJET

Reçu d'indemnisation

Gérants d'activités commerciales

Nom et prénoms	:	BROU AFFOUE CLAIRE
Date et lieu de naissance	:	06/08/1977 A ABIDJAN ABOBO GARE
Pièce d'identité	:	C 0037 5022 70
Contact	:	01 42 27 76 04
Suspension d'activité	:	Trente-cinq mille (35.000) FCFA
Montant total de l'indemnité reçu	:	TRENTE-CINQ MILLE (35.000) FCFA
Libération de l'emprise	:	Je m'engage à libérer l'emprise dans un délai de un (1) mois à compter de ce jour.

Paiement effectué à Bingerville le / /2021

Pour la Cellule d'Exécution du PAR	L'intéressé
 Bedia Oswald ANOH Sous-Préfet	

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

MINISTERE DE L'HYDRAULIQUE



TRAVAUX D'ALIMENTATION D'EAU DU CENTRE URBAIN
DE BINGERVILLEPROJET DE RENFORCEMENT DE L'ALIMENTATION EN EAU
POTABLE EN MILIEU URBAIN – FOND ADDITIONNEL (PREMU – FA)INDEMNISATION DES PERSONNES AFFECTEES PAR LE
PROJET

Reçu d'indemnisation

Gérants d'activités commerciales

Nom et prénoms	:	AHOUSI AHOUSI BENEDICTE HORTENSE Epse ALLOU
Date et lieu de naissance	:	29/12/1982 A YOPOUGON
Pièce d'identité	:	C 0026 3311 24
Contact	:	07 58 47 98 31
Suspension d'activité	:	Trente-cinq mille (35.000) FCFA
Montant total de l'indemnité reçue	:	TRENTE-CINQ MILLE (35.000) FCFA
Libération de l'emprise	:	Je m'engage à libérer l'emprise dans un délai de un (1) mois à compter de ce jour.

Paiement effectué à Bingerville le / /2021

Pour la Cellule d'Exécution du PAR	L'intéressé
 Bedia Oswald ANOH Sous-Préfet	

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

MINISTERE DE L'HYDRAULIQUE

TRAVAUX D'ALIMENTATION D'EAU DU CENTRE URBAIN
DE BINGERVILLEPROJET DE RENFORCEMENT DE L'ALIMENTATION EN EAU
POTABLE EN MILIEU URBAIN – FOND ADDITIONNEL (PREMU – FA)INDEMNISATION DES PERSONNES AFFECTEES PAR LE
PROJET

Reçu d'indemnisation

Gérants d'activités commerciales

Nom et prénoms	:	AHOUSI AHOUSI BENEDICTE HORTENSE Epse ALLOU
Date et lieu de naissance	:	29/12/1982 A YOPOUGON
Pièce d'identité	:	C 0026 3311 24
Contact	:	07 58 47 98 31
Suspension d'activité	:	Trente-cinq mille (35.000) FCFA
Montant total de l'indemnité reçue	:	TRENTE-CINQ MILLE (35.000) FCFA
Libération de l'emprise	:	Je m'engage à libérer l'emprise dans un délai de un (1) mois à compter de ce jour.

Paiement effectué à Bingerville le / /2021

Pour la Cellule d'Exécution du PAR	L'intéressé
 Bedia Oswald ANOH Sous-Préfet	

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

MINISTERE DE L'HYDRAULIQUE



TRAVAUX D'ALIMENTATION D'EAU DU CENTRE URBAIN DE
BINGERVILLEPROJET DE RENFORCEMENT DE L'ALIMENTATION EN EAU
POTABLE EN MILIEU URBAIN – FOND ADDITIONNEL (PREMU – FA)INDEMNISATION DES PERSONNES AFFECTEES PAR LE
PROJET

Reçu d'indemnisation

Gérants d'activités commerciales

Nom et prénoms	:	TIHA LEONTINE
Date et lieu de naissance	:	25/05/1982 A SOUEBLY
Pièce d'identité	:	C 0035 9664 09
Contact	:	07 77 43 42 49
Suspension d'activité	:	Trente-cinq mille (35.000) FCFA
Montant total de l'indemnité reçu	:	TRENTE-CINQ MILLE (35.000) FCFA
Libération de l'emprise	:	Je m'engage à libérer l'emprise dans un délai de un (1) mois à compter de ce jour.

Paiement effectué à Bingerville le / /2021

Pour la Cellule d'Exécution du PAR	L'intéressé
	

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

MINISTERE DE L'HYDRAULIQUE



TRAVAUX D'ALIMENTATION D'EAU DU CENTRE URBAIN
DE BINGERVILLEPROJET DE RENFORCEMENT DE L'ALIMENTATION EN EAU
POTABLE EN MILIEU URBAIN – FOND ADDITIONNEL (PREMU – FA)INDEMNISATION DES PERSONNES AFFECTEES PAR LE
PROJET

Reçu d'indemnisation

Gérants d'activités commerciales

Nom et prénoms	:	TIHA LEONTINE
Date et lieu de naissance	:	25/05/1982 A SOUEBLY
Pièce d'identité	:	C 0035 9664 09
Contact	:	07 77 43 42 49
Suspension d'activité	:	Trente-cinq mille (35.000) FCFA
Montant total de l'indemnité reçu	:	TRENTE-CINQ MILLE (35.000) FCFA
Libération de l'emprise	:	Je m'engage à libérer l'emprise dans un délai de un (1) mois à compter de ce jour.

Paiement effectué à Bingerville le / /2021

Pour la Cellule d'Exécution du PAR	L'intéressé
	

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

MINISTERE DE L'HYDRAULIQUE



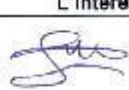
TRAVAUX D'ALIMENTATION D'EAU DU CENTRE URBAIN
DE BINGERVILLEPROJET DE RENFORCEMENT DE L'ALIMENTATION EN EAU
POTABLE EN MILIEU URBAIN – FOND ADDITIONNEL (PREMU – FA)INDEMNISATION DES PERSONNES AFFECTEES PAR LE
PROJET

Reçu d'indemnisation

Gérants d'activités commerciales

Nom et prénoms	:	ABENI KOKOU AKOETE
Date et lieu de naissance	:	16/12/1992 A KOUTIME (TOGO)
Pièce d'identité	:	B-91864
Contact	:	01 02 70 84 92
Suspension d'activité	:	Trente-cinq mille (35.000) FCFA
Montant total de l'indemnité reçu	:	TRENTE-CINQ MILLE (35.000) FCFA
Libération de l'emprise	:	Je m'engage à libérer l'emprise dans un délai de un (1) mois à compter de ce jour.

Paiement effectué à Bingerville le / /2021

Pour la Cellule d'Exécution du PAR	L'intéressé
  Bedia Oswald ANOH Sous-Préfet	

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

MINISTERE DE L'HYDRAULIQUE




TRAVAUX D'ALIMENTATION D'EAU DU CENTRE URBAIN
DE BINGERVILLEPROJET DE RENFORCEMENT DE L'ALIMENTATION EN EAU
POTABLE EN MILIEU URBAIN – FOND ADDITIONNEL (PREMU – FA)INDEMNISATION DES PERSONNES AFFECTEES PAR LE
PROJET

Reçu d'indemnisation

Gérants d'activités commerciales

Nom et prénoms	:	ABENI KOKOU AKOETE
Date et lieu de naissance	:	16/12/1992 A KOUTIME (TOGO)
Pièce d'identité	:	B-91864
Contact	:	01 02 70 84 92
Suspension d'activité	:	Trente-cinq mille (35.000) FCFA
Montant total de l'indemnité reçu	:	TRENTE-CINQ MILLE (35.000) FCFA
Libération de l'emprise	:	Je m'engage à libérer l'emprise dans un délai de un (1) mois à compter de ce jour.

Paiement effectué à Bingerville le / /2021

Pour la Cellule d'Exécution du PAR	L'intéressé
  Bedia Oswald ANOH Sous-Préfet	

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

MINISTERE DE MINISTERE DE L'HYDRAULIQUE



TRAVAUX D'ALIMENTATION D'EAU DANS LE CENTRE
URBAIN DE BINGERVILLEPROJET DE RENFORCEMENT DE L'ALIMENTATION EN EAU
POTABLE EN MILIEU URBAIN – FOND ADDITIONNEL (PREMU – FA)INDEMNISATION DES PERSONNES AFFECTEES PAR LE
PROJET

Reçu d'indemnisation

Propriétaires d'activités commerciales

Nom et prénoms	:	SORI LANDI
Date et lieu de naissance	:	01/01/1988 A N.EMPOUROU
Pièce d'identité	:	01050601100000432
Contact	:	0140529189
Nature de l'impact		Suspension d'activités
Montant total de l'indemnité reçu	:	TRENTE CINQ MILLE (35 000) FCFA
Libération de l'emprise		Je m'engage à libérer l'emprise dans un délai de un (1) mois à compter de ce jour.

Paiement effectué à Bingerville le / /2021

Pour la Cellule d'Exécution du PAR	L'intéressé
 Bedia Oswald ANOF Sous-Prefet	

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

MINISTERE DE MINISTERE DE L'HYDRAULIQUE



TRAVAUX D'ALIMENTATION D'EAU DANS LES CENTRE
URBAIN DE BINGERVILLEPROJET DE RENFORCEMENT DE L'ALIMENTATION EN EAU
POTABLE EN MILIEU URBAIN – FOND ADDITIONNEL (PREMU – FA)INDEMNISATION DES PERSONNES AFFECTEES PAR LE
PROJET

Reçu d'indemnisation

Propriétaires d'activités commerciales

Nom et prénoms	:	SORI LANDI
Date et lieu de naissance	:	01/01/1988 A N.EMPOUROU
Pièce d'identité	:	01050601100000432
Contact	:	0140529189
Nature de l'impact		Suspension d'activités
Montant total de l'indemnité reçu	:	TRENTE CINQ MILLE (35 000) FCFA
Libération de l'emprise		Je m'engage à libérer l'emprise dans un délai de un (1) mois à compter de ce jour.

Paiement effectué à Bingerville le / /2021

Pour la Cellule d'Exécution du PAR	L'intéressé
 Bedia Oswald ANOF Sous-Prefet	

MINISTERE DE MINISTERE DE L'HYDRAULIQUE




TRAVAUX D'ALIMENTATION D'EAU DANS LE CENTRE
URBAIN DE BINGERVILLEPROJET DE RENFORCEMENT DE L'ALIMENTATION EN EAU
POTABLE EN MILIEU URBAIN – FOND ADDITIONNEL (PREMU – FA)INDEMNISATION DES PERSONNES AFFECTEES PAR LE
PROJET

Reçu d'indemnisation

Propriétaires d'activités commerciales

Nom et prénoms	:	GNAN CLARISSE
Date et lieu de naissance	:	15/09/1986 A KRIKOUMA
Pièce d'identité	:	Extrait de naissance N°97 du 20/09/1986 du centre de krikouma
Contact	:	0143433715
Nature de l'impact	:	Suspension d'activités
Montant total de l'indemnité reçu	:	TRENTE CINQ MILLE (35 000) FCFA
Libération de l'emprise	:	Je m'engage à libérer l'emprise dans un délai de un (1) mois à compter de ce jour.

Paiement effectué à Bingerville le / /2021

Pour la Cellule d'Exécution du PAR	L'intéressé
  Bedia Oswald ANOI Sous-Préfet	

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

MINISTERE DE MINISTERE DE L'HYDRAULIQUE

TRAVAUX D'ALIMENTATION D'EAU DANS LE CENTRE
URBAIN DE BINGERVILLEPROJET DE RENFORCEMENT DE L'ALIMENTATION EN EAU
POTABLE EN MILIEU URBAIN – FOND ADDITIONNEL (PREMU – FA)INDEMNISATION DES PERSONNES AFFECTEES PAR LE
PROJET

Reçu d'indemnisation

Propriétaires d'activités commerciales

Nom et prénoms	:	GNAN CLARISSE
Date et lieu de naissance	:	15/09/1986 A KRIKOUMA
Pièce d'identité	:	Extrait de naissance N°97 du 20/09/1986 du centre de krikouma
Contact	:	0143433715
Nature de l'impact	:	Suspension d'activités
Montant total de l'indemnité reçu	:	TRENTE CINQ MILLE (35 000) FCFA
Libération de l'emprise	:	Je m'engage à libérer l'emprise dans un délai de un (1) mois à compter de ce jour.

Paiement effectué à Bingerville le / /2021

Pour la Cellule d'Exécution du PAR	L'intéressé
  Bedia Oswald ANOI Sous-Préfet	

MINISTERE DE MINISTERE DE L'HYDRAULIQUE


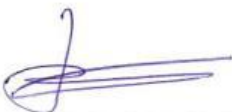
TRAVAUX D'ALIMENTATION D'EAU DANS LE CENTRE
URBAIN DE BINGERVILLEPROJET DE RENFORCEMENT DE L'ALIMENTATION EN EAU
POTABLE EN MILIEU URBAIN – FOND ADDITIONNEL (PREMU – FA)INDEMNISATION DES PERSONNES AFFECTEES PAR LE
PROJET

Reçu d'indemnisation

Propriétaires d'activités commerciales

Nom et prénoms	:	KORE LIKANE ANGE NATHALIE
Date et lieu de naissance	:	06/04/1990 A YOPOUGON
Pièce d'identité	:	N 0000-161030710719B/11-16/MEMIS/ONI/DECI
Contact	:	0103660925
Nature de l'impact		Suspension d'activités
Montant total de l'indemnité reçu	:	TRENTE CINQ MILLE (35 000) FCFA
Libération de l'emprise		Je m'engage à libérer l'emprise dans un délai de un (1) mois à compter de ce jour.

Paiement effectué à Bingerville le / /2021

Pour la Cellule d'Exécution du PAR	L'intéressé
	

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

MINISTERE DE MINISTERE DE L'HYDRAULIQUE



TRAVAUX D'ALIMENTATION D'EAU DANS LE CENTRE
URBAIN DE BINGERVILLEPROJET DE RENFORCEMENT DE L'ALIMENTATION EN EAU
POTABLE EN MILIEU URBAIN – FOND ADDITIONNEL (PREMU – FA)INDEMNISATION DES PERSONNES AFFECTEES PAR LE
PROJET

Reçu d'indemnisation

Propriétaires d'activités commerciales

Nom et prénoms	:	KORE LIKANE ANGE NATHALIE
Date et lieu de naissance	:	06/04/1990 A YOPOUGON
Pièce d'identité	:	N 0000-161030710719B/11-16/MEMIS/ONI/DECI
Contact	:	0103660925
Nature de l'impact		Suspension d'activités
Montant total de l'indemnité reçu	:	TRENTE CINQ MILLE (35 000) FCFA
Libération de l'emprise		Je m'engage à libérer l'emprise dans un délai de un (1) mois à compter de ce jour.

Paiement effectué à Bingerville le / /2021

Pour la Cellule d'Exécution du PAR	L'intéressé
	

MINISTERE DE MINISTERE DE L'HYDRAULIQUE



TRAVAUX D'ALIMENTATION D'EAU DANS LE CENTRE
URBAIN DE BINGERVILLEPROJET DE RENFORCEMENT DE L'ALIMENTATION EN EAU
POTABLE EN MILIEU URBAIN – FOND ADDITIONNEL (PREMU – FA)INDEMNISATION DES PERSONNES AFFECTEES PAR LE
PROJET

Reçu d'indemnisation

Propriétaires d'activités commerciales

Nom et prénoms	:	TAHI BONDE ELOI
Date et lieu de naissance	:	20/07/1971 A BLOLEQUIN
Pièce d'identité	:	107/12855/PU-7
Contact	:	0544363292
Nature de l'impact	:	Suspension d'activités
Montant total de l'indemnité reçu	:	SOIXANTE DIX MILLE (70 000) FCFA
Libération de l'emprise	:	Je m'engage à libérer l'emprise dans un délai de un (1) mois à compter de ce jour.

Paiement effectué à Bingerville le / /2021

Pour la Cellule d'Exécution du PAR	L'intéressé
	

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

MINISTERE DE MINISTERE DE L'HYDRAULIQUE



TRAVAUX D'ALIMENTATION D'EAU DANS LE CENTRE
URBAIN DE BINGERVILLEPROJET DE RENFORCEMENT DE L'ALIMENTATION EN EAU
POTABLE EN MILIEU URBAIN – FOND ADDITIONNEL (PREMU – FA)INDEMNISATION DES PERSONNES AFFECTEES PAR LE
PROJET



Reçu d'indemnisation

Propriétaires d'activités commerciales

Nom et prénoms	:	TAHI BONDE ELOI
Date et lieu de naissance	:	20/07/1971 A BLOLEQUIN /
Pièce d'identité	:	107/12855/PU-7
Contact	:	0544363292
Nature de l'impact	:	Suspension d'activités
Montant total de l'indemnité reçu	:	SOIXANTE DIX MILLE (70 000) FCFA
Libération de l'emprise	:	Je m'engage à libérer l'emprise dans un délai de un (1) mois à compter de ce jour.

Paiement effectué à Bingerville le / /2021

Pour la Cellule d'Exécution du PAR	L'intéressé
	

REPUBLICQUE DE COTE D'IVOIRE	
MINISTERE DE L'HYDRAULIQUE	TRAVAUX D'ALIMENTATION D'EAU DU CENTRE URBAIN DE BINGERVILLE
PROJET DE RENFORCEMENT DE L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE EN MILIEU URBAIN – FOND ADDITIONNEL (PREMU – FA)	INDEMNISATION DES PERSONNES AFFECTEES PAR LE PROJET
Reçu d'indemnisation	
Gérants d'activités commerciales	
Nom et prénoms	: SYLLA HAWA Epouse KEBE
Date et lieu de naissance	: 08/10/1977 A GAGNOA
Pièce d'identité	: C 0039 6135 43
Contact	: 07 07 93 52 68
Suspension d'activité	: Trente-cinq mille (35.000) FCFA
Montant total de l'indemnité reçue	: TRENTE-CINQ MILLE (35.000) FCFA
Libération de l'emprise	: Je m'engage à libérer l'emprise dans un délai de un (1) mois à compter de ce jour.
Paiement effectué à Bingerville le / /2021	
Pour la Cellule d'Exécution du PAR	L'intéressé
	
REPUBLICQUE DE COTE D'IVOIRE	
MINISTERE DE L'HYDRAULIQUE	TRAVAUX D'ALIMENTATION D'EAU DU CENTRE URBAIN DE BINGERVILLE
PROJET DE RENFORCEMENT DE L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE EN MILIEU URBAIN – FOND ADDITIONNEL (PREMU – FA)	INDEMNISATION DES PERSONNES AFFECTEES PAR LE PROJET
Reçu d'indemnisation	
Gérants d'activités commerciales	
Nom et prénoms	: SYLLA HAWA Epouse KEBE
Date et lieu de naissance	: 08/10/1977 A GAGNOA
Pièce d'identité	: C 0039 6135 43
Contact	: 07 07 93 52 68
Suspension d'activité	: Trente-cinq mille (35.000) FCFA
Montant total de l'indemnité reçue	: TRENTE-CINQ MILLE (35.000) FCFA
Libération de l'emprise	: Je m'engage à libérer l'emprise dans un délai de un (1) mois à compter de ce jour.
Paiement effectué à Bingerville le / /2021	
Pour la Cellule d'Exécution du PAR	L'intéressé
